

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Énergie nucléaire (France) > **Appel national urgent à soutenir 7 militants accusés d'avoir agi contre le (...)**

Appel national urgent à soutenir 7 militants accusés d'avoir agi contre le nucléaire

mardi 9 novembre 2010, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2010).

APPEL NATIONAL URGENT À SOUTENIR 7 MILITANTS ACCUSÉS D'AVOIR AGI CONTRE LE NUCLEAIRE

Ils s'appellent Félix, Hélène, Aurélie, Christelle, Maxime, Damien et Thomas.

Tous ont la particularité d'avoir bloqué pendant trois heures et demi un convoi de déchets radioactifs à Caen le 5 novembre dernier. Trois activistes ont été gravement blessés aux mains (un a eu deux tendons sectionnés à la main gauche).

Le 9 novembre, les militants ont porté plainte contre X pour violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique.

Les militants ont besoin de 15 000 euros pour payer une caution demandée par le justice d'ici le 15 novembre.

À défaut de paiement, les 7 jeunes militants seront incarcérées jusqu'à leur procès, qui se tiendra le 8 décembre à 14h au tribunal de Caen.

Merci de votre indispensable soutien.

Informations, vidéo et dons en ligne :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/blogs/train-d-enfer-transport-la-hague/article/action-de-blocage-du-ganva-a-caen>

Merci de diffuser massivement ce message.

Réseau « Sortir du nucléaire »

Communiqué de presse du 9 novembre 2010

Société nucléaire, société policière :
répression scandaleuse contre les militants non-violents.

Suite à une mobilisation pacifique d'une ampleur inédite, le transfert des onze conteneurs de déchets hautement radioactifs depuis la Hague (Manche) jusqu'à Gorleben (Allemagne) a pris deux fois plus de temps que prévu. En France, la répression étatique et policière fait rage contre les militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires) qui s'étaient enchaînés aux

rails devant le « train d'enfer » à Caen (Calvados). Le Réseau « Sortir du nucléaire » appelle ses militants et tous les citoyens à soutenir le GANVA. L'aide financière est urgente. Le procès aura lieu le 8 décembre à Caen.

Violence policière et répression étatique : les autorités à la botte du lobby nucléaire

Il est inadmissible qu'en réponse à une action non-violente, les forces de l'ordre utilisent la violence et occasionnent volontairement des blessures. Les militants du GANVA ont donc décidé de déposer une plainte. La décision du procureur de la République et du juge des libertés montre bien la volonté du pouvoir de réprimer tout acte de désobéissance civile qui viendrait porter atteinte aux intérêts du lobby nucléaire. Cette décision s'inscrit dans la tendance actuelle à la répression systématique des mobilisations et actes de protestation politique. Ces faits montrent encore une fois que le nucléaire est incompatible avec la démocratie, et qu'il ne peut résister à une véritable transparence. Si la population avait été réellement informée des risques et dangers inhérents au recours à l'atome, l'industrie nucléaire n'aurait pas pu se développer si facilement en France.

Rappel des faits

Le 5 novembre 2010, un convoi de déchets vitrifiés allemands très hautement radioactifs, composé de 11 conteneurs « Castor », a quitté la gare de Valognes (Manche) pour rejoindre le site d'entreposage de Gorleben en Allemagne. À 15h40, 5 militants du GANVA se sont enchaînés aux rails à 100 m du Viaduc de la Cavée, juste avant la gare de Caen, forçant le train à s'arrêter. Celui-ci est resté immobilisé pendant 3h30. La philosophie de cette action pacifique et non-violente était de ne pas avoir à se confronter physiquement avec les forces de l'ordre. Le blocage effectif du train reposait sur des entraves matérielles sur lesquelles les 5 militants s'étaient enchaînés, enfilant leurs bras dans des tubes métalliques passés sous les rails. Il était de la responsabilité des gendarmes et policiers de les « désincarcérer » en toute sécurité ! Or, face à la pression de leur hiérarchie, les forces de l'ordre ont perdu leur sang froid et blessé trois personnes en coupant les tubes. L'une d'elles a eu deux tendons de la main sectionnés et a dû subir une opération, les deux autres ont été brûlées et doivent subir une greffe de peau. Les deux brûlés ont été directement placés en garde à vue après des soins minimum aux urgences, et n'ont pu consulter à nouveau un médecin que bien plus tard le lendemain. Le militant blessé au poignet a été directement conduit en garde à vue sous escorte policière dès sa sortie de l'hôpital. Au final, sept militants ont été maintenus en garde à vue pendant 24 h et font l'objet d'un contrôle judiciaire supposant le règlement de cautions, pour un montant total de 16 500 €, à payer avant le 15 novembre. À défaut de paiement, elles seront incarcérées jusqu'à leur procès, qui se tiendra le 8 décembre à 14h au Tribunal de Grande Instance (TGI) de Caen.

Face à cette répression intolérable, le Réseau « Sortir du nucléaire » appelle à la solidarité financière, et au soutien massif des militants du GANVA au tribunal de grande instance de Caen le mercredi 8 décembre à 14 h.

**Notre résistance ne connaît pas de frontière !
Unser Widerstand kennt keine Staatsgrenzen !**

Contacts presse du Réseau « Sortir du nucléaire » :

- Sophie Morel : 06 83 55 15 24
- Nadine Schneider : 06 85 50 82 77

Informations, dons en ligne :

<http://groupes.sortirdunucleaire.org/blogs/train-d-enfer-transport-la-hague/article/action-de-blocage-du-ganva-a-caen>

Site du GANVA : <http://ganva.blogspot.com/>

Contact GANVA : ganva riseup.net

Autre moyen de soutenir le GANVA : adresser un chèque à l'ordre de l'APSAJ - Association Pour la Solidarité et l'Aide Juridique : APSAJ, 6 cours des alliés 35000 - Rennes

Ligne presse permanente : 06 40 28 32 12

Secrétariat national : 04 78 28 29 22
